

Direction départementale de la  
protection des populations

Service prévention des risques environnementaux

IC n° 2004/7850  
LM

**ARRETE**  
portant autorisation environnementale d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Le préfet des Côtes d'Armor,

- VU le Code de l'environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 8 novembre 2017 et complétée le 8 février 2018 par l'EARL des THUYAS représentée par Madame Magalie LE PRIOL et Monsieur Olivier GUILLOT, siège social Le Quillio , à Saint-Barnabé en vue d'effectuer à la même adresse :
  - l'extension d'un élevage porcin pour après projet un effectif de 4704 places animaux équivalents, la construction d'un bâtiment engraissement et la mise à jour du plan d'épandage ;
- VU la saisine de l'autorité environnementale le 8 novembre 2017 ;
- VU la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 8 novembre 2017 ;
- VU la saisine du service départemental d'incendie et de secours le 8 novembre 2017 ;
- VU la saisine de l'agence régionale de la santé le 8 novembre 2017 ;
- VU la consultation des conseils municipaux de Saint Barnabé, La Chèze, Loudéac, Trévé et Bréhan (56) ;
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 7 juin 2018 au 9 juillet 2018 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Saint-Barnabé pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- VU le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 11 septembre 2018;
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 28 septembre 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT la désaffectation du bâtiment P1 sur le site « Le Quillio » et la désaffectation du site « Le Placis » avec maintien de l'utilisation des deux fosses extérieures ;

CONSIDERANT les capacités de stockage suffisantes réglementairement ;

CONSIDERANT la présence d'un forage dont le volume des prélèvements est soumis à la nomenclature sous le régime de la déclaration ;

CONSIDERANT la modification substantielle apportée à l'installation de part l'augmentation de 2000 emplacements de porcs de plus de 30 kg depuis la dernière enquête publique ;

CONSIDERANT le franchissement du seuil IED ;

CONSIDERANT la conformité à la directive européenne 2010/75/UE dite « IED » ;

CONSIDERANT la présentation des MTD dans un dossier enquête publique vallant réexamen ;

CONSIDERANT l'absence d'observation lors de l'enquête publique ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes d'Armor ,

#### ARRÊTE :

##### Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Les arrêtés préfectoraux en date des 5 mars 1987, 25 juillet 2005, 18 avril 2008 et 1<sup>er</sup> décembre 2008 sont abrogés.

1.1. - L'EARL DES THUYAS, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé au lieu-dit «Le Quillio» sur la commune de SAINT BARNABE est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4704 emplacements de porcs de plus de 30 kg.

##### 1.2. - Nature des installations

1.2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et IOTA

Rubrique	Alinéa	A, E, D, N C	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	b)	A	Élevage intensif	Élevage de porcs	Nombre total d'emplace ments	b) > 2000	1 place = 1 emplacement	4704	Emplacements
1.1.2.0.	2	D	Prélèvements	Eau de forage	m³/an	>10000 m³/an et < 200000m³/ an		10927	m³/an

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a), b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

*« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »*

#### 1.2.2 - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
ST BARNABE	PORCS	ZA	103-11
ST BARNABE	FORAGE	ZA	115
ST BARNABE	Unité de traitement des lisiers	ZA	103

#### 1.2.3. - Effectifs autorisés

Type de production	Emplacements	Effectif maximum en présence simultanée	Effectif moyen annuel (truies, verrats, cochettes saillies) ou production annuelle (porcelets, porcs charcutiers et cochettes non saillies)
Truies, verrats, cochettes saillies	PAE maternité : PAE gestante-verraterie :		
Porcs charcutiers (>30kg)	4704 dont 1920 places sur TRAC	4704 dont 1920 places sur TRAC	14670 dont 6226 animaux sur TRAC
Porcelets			
Quarantaine			

#### 1.2.4. - Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

### **Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'exploitation de l'unité de traitement des lisiers : système TRAC**

L'unité de traitement des lisiers (TRAC) comprend :

- une séparation de phase en tête du lisier par raclage en « V » (système TRAC) pour 1920 places engraissement (produisant deux coproduits ci-après dénommé « résidus organiques » et lisier raclé) ;
- un hangar de stockage du résidu organique produit ;

2.1. Les inspecteurs des installations ont constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'exploitant.

2.2. Aux fins de suivi du fonctionnement de l'installation, est placé :

- un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des résidus organiques produits après raclage.

2.3. Une alarme visuelle ou sonore doit être installée pour prévenir l'exploitant en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

2.4. Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières doivent être effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole doit être communiquée au service des installations classées.

2.5. Débits et flux entrant dans le raclage en « V »

Lisier brut	Flux annuel maximal
Volume	2102 m3
N Global	17184 kg
P2O5	8466 kg

2.6. Débits et flux relatifs aux coproduits

2.6.1. coproduits à transférer

Résidus organiques	Flux annuel
Tonnage	662 t
N Global	9775 kg
P2O5	7471 kg

2.7. lisier brut à épandre

Lisier brut à épandre	Flux annuel
Volume	4009 m3
N Global	21954 kg
P2O5	12 244 kg

2.8. Autosurveillance : suivi



L'exploitant doit procéder quotidiennement aux opérations suivantes :

- vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement (raclage en « V ») ;

L'exploitant doit procéder hebdomadairement aux opérations suivantes :

- relevé du volume de résidus organiques produits ;

Les vérifications et les mesures de volumes sont consignées par l'exploitant sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement doit y être mentionnée. Ce cahier est tenu à disposition du service des installations classées.

## 2.9. Autosurveillance : bilan matière

L'exploitant doit procéder ou faire procéder à ses frais à des bilans matières semestriels. Chaque bilan comprend au moins :

- un bilan des volumes de lisier raclé ;
- une analyse du lisier raclé (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon doit être représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation) ;
- un bilan des volumes du résidu organique ;
- une analyse des résidus organiques (MS, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon est prélevé dans le tas de stockage des résidus ;

Les bilans sont adressés semestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils sont annexés au cahier d'exploitation.

## 2.10. Assistance technique

Si l'exploitant a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'exploitant.

# Article 3 : Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des coproduits et lisiers

3.1. Le lisier brut et le lisier raclé doivent être stockés dans une fosse et deux pré-fosses d'un volume total de 4604 m<sup>3</sup>.

3.2. Les résidus organiques doivent être stockés dans un local couvert de 120 m<sup>2</sup>.

3.3. Tous les ouvrages de stockage doivent être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

3.4. Les épandages de coproduits et de lisier doivent être consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage est annexé au cahier d'exploitation.

3.5. Pour les coproduits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement est tenu par l'exploitant mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement sont annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise n'ait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants ou de sa rupture, l'exploitant doit trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

Conformément aux plans et mémoires du dossier, les coproduits obtenus ne peuvent en aucun cas être épandus dans des communes antérieurement situées en zones d'excédent structurel ni dans des communes situées en bassins versant algues vertes excepté celles situées en baie de la Forêt dans le département du Finistère.

3.6. Le transport des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements. Tous ces transferts sont consignés sur le cahier d'épandage.

# Article 4 : Prescriptions en matière de mise en service et dysfonctionnements de l'unité de traitement

La mise en service du système de traitement par raclage en « V » doit être réalisée dès la mise en service des 1920 places engraissement à créer dans la porcherie n°4.

#### **Article 5 : Prescription relative au bilan réel simplifié (BRS) :**

Un bilan réel simplifié est réalisé annuellement. Il doit comporter les éléments justificatifs nécessaires à son élaboration et à sa compréhension et à minima ces éléments doivent comporter :

- une étiquette relative à la composition de chaque aliment destiné à l'alimentation des porcs produits sur l'exploitation ;
- un état des stocks d'aliments à la date d'ouverture du bilan et à sa date de clôture ;
- les éléments comptables permettant de justifier des achats et des ventes d'animaux sur l'installation ;
- les éléments permettant d'apprécier le poids vif des animaux achetés ou vendus ;
- les éléments permettant d'apprécier le taux de viande maigre (TVM) des porcs charcutiers vendus ;
- les éléments comptables (grand livre) permettant d'apprécier les achats d'aliments ;
- si nécessaire les éléments de la gestion technico-économique (GTE) ;

Pour être pris en compte lors d'une inspection, ce BRS, ainsi que l'ensemble des éléments justificatifs cités ci-dessus doivent être tenus à disposition sur l'installation.

Si cette prescription ne devait pas être respectée, ou en cas de bilan réel simplifié non satisfaisant, l'exploitant doit faire application des normes de rejets applicables en vigueur et réexamine sur cette base la production en éléments fertilisants et les quantités à gérer sur l'exploitation ainsi que les documents de fertilisation présents sur l'exploitation. L'exploitant en informe le service des installations classées.

#### **Article 6 : Sécurité**

6.1. L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

6.2. L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

6.3. Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie seront réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 110 m<sup>3</sup>/heure pendant 2 heures soit 220 m<sup>3</sup>.

1/3 des besoins sera fourni par le réseau public (poteaux ou bouches d'incendie).

Dans un rayon de 400 à 1000 mètres du site, les ressources en eau recensées pour faciliter la mise en œuvre des secours sont les suivantes :

- poteau incendie : lotissement du Triskell
- puisard : rue du Plessix.

Le complément des besoins sera fourni par une ou plusieurs réserves incendies aux caractéristiques suivantes :

- disponibles en toute saison,
- être espacées les unes des autres de 400 m maximum,
- être signalées,
- être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie,
- disposer d'une aire de stationnement de 32m<sup>2</sup> (8\*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12m<sup>2</sup> (4\*3) pour une motopompe remorquable.

#### **Article 7 : Prescriptions particulières relatives au forage existant :**



- « L'exploitant » est autorisé à prélever via le forage existant sur la parcelle ZA n°115 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :
- Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m<sup>2</sup> minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique sera installé.
- Un disconnecteur sera installé si l'installation est raccordée à un réseau public.
- Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

#### **Article 8 : Arrêt d'activité d'un bâtiment sur le site « Le Quillio »**

« L'arrêt du bâtiment « engraissement » pour « 180 » places sur le site « Le Quillio » à SAINT-BARNABE doit être effectif dès que le projet est réalisé.

Le bâtiment doit ensuite être désaffecté ou utilisé à des fins de stockage de matériel dans un délai maximal de 3 mois.

L'exploitant prend les mesures nécessaires pour qu'il ne s'y manifeste aucun danger.

#### **Article 9 : prescription particulière concernant l'insertion paysagère :**

Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le nouveau bâtiment de 1920 places engraissement sur TRAC des habitations voisines doit être mis en place aux abords du chemin n°7 au Nord et à l'Est de ce bâtiment d'élevage. Les plantations doivent intervenir au plus tard dans un délai de 12 mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

#### **Article 10 : Remise en état du site « Le Placis »**

L'arrêt de l'atelier porcin pour 900 places engraissement sur le site « Le Placis » à TREVE doit être effectif dès que le projet d'extension est réalisée sur le site « Le Quillio » à SAINT-BARNABE.

Les bâtiments doivent ensuite être désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;
- les risques d'incendie ou d'explosion sont supprimés.

L'accès au site doit être limité ou interdit.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R512-46-26 et R512-46-27 du code de l'environnement.

## **Article 11 : Dispositions communes**

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **Article 12 : Affichage**

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Barnabé pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Barnabé pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux d'annonces légales du département.

## **Article 13 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour le pétitionnaire ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

## **Article 14 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le maire de Saint-Barnabé et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de La Chèze, Loudéac et Bréhan (56) et Trévé.

Saint-Brieuc, le

**- 4 OCT. 2018**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale,

Beatrice Obara